

Burundi : lancement du premier tournoi national de Wushu

@rib News, 06/12/2014 - Source Xinhua Le directeur des sports d'élite au ministère burundais des Sports, Célestin Ndayizeye, et l'ambassadeur de Chine au Burundi, YU Xuzhong, ont présidé samedi à Bujumbura une cérémonie de lancement du premier tournoi national de Wushu (art martial chinois). "Nous sommes venus encourager ce nouveau art martial d'origine chinoise en cours d'implantation au Burundi. C'est le premier tournoi national du genre après une année de démonstration de trois clubs à Bujumbura", a indiqué le directeur Ndayizeye dans un point de presse conjoint avec l'ambassadeur YU.

M. Ndayizeye a affirmé que le Wushu suscite de plus en plus d'enthousiasme au Burundi dans la mesure où la participation à cette nouvelle discipline sportive est plus massive qu'avant. A ce jour trois clubs de Wushu implantés dans la ville de Bujumbura ont déjà obtenu l'agrément, a-t-il relevé, en ajoutant que comme le Wushu est déjà implanté dans quatre provinces, il est en train de remplir les conditions exigées pour la mise en place d'une fédération nationale pour pouvoir participer dans des compétitions nationales et internationales. De son côté, l'ambassadeur YU a déclaré qu'il est content d'assister à ce premier tournoi national du Wushu au Burundi. "Cela signifie qu'on assiste à une expansion très spectaculaire du Wushu au niveau de la jeunesse burundaise. Le Wushu est aussi un sport de masse populaire car ce n'est pas un exercice physique pour fortifier la santé, mais c'est aussi un art pour édifier une morale, équilibrer la personnalité humaine sur le plan comportemental et pour consolider la stabilité sociale", a fait remarquer M.YU. La Chine est prête à appuyer l'expansion du Wushu au Burundi, a annoncé l'ambassadeur YU en précisant qu'un tel appui peut contribuer à la promotion des échanges entre la culture burundaise et la culture chinoise. "Par exemple, si le Burundi fait une requête pour le perfectionnement de ses joueurs de Wushu en Chine, sachez que notre pays va examiner favorablement une telle demande", a-t-il signalé.